

**Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur**

Neerlegging-Dépôt: 05/10/2015  
Regist.-Enregistr.: 18/11/2015  
N°: 130082/CO/102.05

*Convention collective de travail du 30 septembre 2015*

Statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique"

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après ouvriers, des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Art. 2. Elle fixe les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique" conformément au texte établi ci-après.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Elle abroge la convention collective de travail du 3 avril 2012, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, relative à la coordination des conventions collectives de travail concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique", rendue obligatoire par arrêté royal du 3/4/2013 (Moniteur belge du 10/9/2013) et enregistrée sous le numéro 109678/CO/10205.

## Statuts

CHAPITRE Ier. *Institution, dénomination, siège social, objet et durée*

Art. 4. Il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique".

Art. 5. Le siège social du fonds est établi à la rue des Trois Burettes, 65 à 1435 Mont-Saint-Guibert.

Il peut être transféré par décision de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, à tout autre endroit en Belgique.

Art. 6. Le fonds a pour objet d'organiser et d'assurer :

1. la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 8, a);
2. l'octroi et la liquidation d'une prime annuelle de paix sociale aux ouvriers visés à l'article 8, b);
3. le financement, l'octroi et la liquidation des avantages sociaux aux ouvriers visés à l'article 8, b);
4. le financement et l'organisation de la formation professionnelle des ouvriers visés à l'article 8, b);
5. le financement et la garantie de la sécurité et l'hygiène des ouvriers en général;
6. le paiement de l'indemnité complémentaire de prépension tel que convenu au niveau des conventions collectives de travail sectorielles conclues au niveau de la présente sous-commission paritaire sur base de la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail;
7. le financement de mesures pour les groupes à risque.

Art. 7. Le fonds est institué pour une période indéterminée.

Les présents statuts ne peuvent être résiliés par chacune des délégations représentées auprès de la sous-commission paritaire que moyennant un préavis de huit mois au moins, adressé par lettre recommandée à la poste au président de la sous-commission paritaire.

## CHAPITRE II. *Champ d'application*

Art. 8. Les présents statuts s'appliquent :

- a) aux employeurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur;
- b) aux ouvriers occupés dans les entreprises visées au point a);
- c) aux ouvriers du secteur qui peuvent bénéficier de la prépension en vertu des conventions collectives de travail sectorielles conclues au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

## CHAPITRE III. *Modalités d'octroi et de liquidation*

Art. 9. Le montant de l'indemnité complémentaire de prépension ainsi que son paiement mensuel, de même que le montant, les modalités d'octroi et de liquidation de la prime annuelle de paix sociale, ainsi que la date de son paiement sont fixés sur proposition du conseil d'administration du fonds par décision de la sous-commission paritaire rendue obligatoire par arrêté royal.

## CHAPITRE IV. *Gestion*

Art. 10. Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire composé de quatre membres qui sont les administrateurs de ce fonds.

Deux membres sont désignés par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, nommés sur la proposition des organisations professionnelles d'employeurs, deux membres sont désignés par et parmi les membres de la sous-commission paritaire qui représentent les ouvriers.

Les membres de ce conseil d'administration paritaire sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Quatre administrateurs suppléants sont désignés dans les conditions visées au précédent alinéa pour pourvoir au remplacement d'administrateurs effectifs empêchés.

Art. 11. Le mandat des administrateurs est gratuit. Il prend fin en cas de décès, démission ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur vient à expiration ou en cas de congé donné par l'organisation responsable. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats des membres effectifs ou suppléants du conseil d'administration paritaire sont renouvelables dans les mêmes conditions que celles de leur désignation.

Art. 12. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et n'encourent à l'égard des engagements du fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

Art. 13. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour tout ce qui concerne la gestion du fonds : seule échappe à sa compétence la modification des présents statuts.

Le conseil peut déléguer tous pouvoirs à tout mandataire de son choix.

Art. 14. Tous les trois ans, le conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président, choisis alternativement dans l'une et l'autre délégation, de telle sorte qu'ils appartiennent aux deux délégations.

Art. 15. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président envoyée au moins quinze jours à l'avance.

La convocation contient l'ordre du jour.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si chaque groupe est représenté.

Les délibérations sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

#### CHAPITRE V. *Financement*

Art. 16. La cotisation patronale s'exprime en pourcentage des salaires bruts des ouvriers, calculés comme en matière de sécurité sociale.

Le taux de la cotisation est déterminé par la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur et s'élève à 1,7 p.c. des salaires bruts non-plafonnés à partir du premier trimestre 2016, de manière à couvrir, outre les frais d'administration, le paiement d'une prime annuelle de paix sociale aux ouvriers bénéficiaires en vertu du présent statut, l'indemnité complémentaire des ouvriers du secteur qui peuvent bénéficier de la prépension et qui remplissent les conditions d'octroi prévues à l'article 8, c) et le financement des mesures concernant les groupes à risque.

Art. 17. La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

#### CHAPITRE VI. *Budgets, comptes*

Art. 18. L'exercice comptable prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 19. Chaque année, au 31 décembre, le conseil d'administration arrête les comptes, établit le bilan et élabore le budget de l'exercice suivant.

Les comptes et bilan de l'exercice écoulé, le budget de l'exercice suivant ainsi que le rapport du conseil d'administration et celui de l'expert comptable doivent être soumis annuellement à l'approbation de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur au plus tard au cours du mois d'avril.

#### CHAPITRE VII. *Dissolution, liquidation*

Art. 20. Après deux années de mise en vigueur des présents statuts, la sous-commission paritaire peut décréter la dissolution du fonds, désigner un liquidateur, dont elle fixe les émoluments et décider de l'affectation du patrimoine.

Art. 21. Après apurement du passif éventuel, le solde actif ne peut être affecté après la dissolution que conformément à l'objet pour lequel le fonds dissous a été institué.

#### CHAPITRE VIII. *Entrée en vigueur*

Art. 22. Les présents statuts entrent en vigueur le 1er janvier 2016.

**Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2015*

Statuten van het fonds voor bestaanszekerheid "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" genoemd

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters, hierna werklieden genoemd, van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen ressorteren.

Art. 2. Ze stelt de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" vast, overeenkomstig de hierna opgestelde tekst.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2016 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan mits een opzeggingstermijn van zes maanden in acht genomen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Ze heft de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 april 2012, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in het openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, betreffende de coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" genoemd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3/4/2013 (Belgische Staatsblad van 10/9/2013) en geregistreerd onder het nummer 109678/CO/10205, op.

## Statuten

HOOFDSTUK I. *Oprichting, benaming, maatschappelijke zetel, doel en duur*

Art. 4. Er wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, dat "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" wordt genoemd.

Art. 5. De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1435 Mont-Saint-Guibert, rue des Trois Burettes 65.

Hij kan naar elke andere plaats in België worden overgeplaatst bij beslissing van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Art. 6. Het fonds heeft tot doel te zorgen voor :

1. de inning en de invordering van de bijdragen die ten laste komen van de in artikel 8, a) bedoelde werkgemers;
2. de toekenning en de uitkering van de jaarlijkse premie voor de arbeidsvrede aan de in artikel 8, b) bedoelde werklieden;
3. de financiering, de toekenning en de uitkering van de sociale voordelen aan de in artikel 8, b) bedoelde werklieden;
4. de financiering en de organisatie van de beroepsopleiding van de in artikel 8, b) bedoelde werklieden;
5. de financiering en de waarborging van de veiligheid en gezondheid van de werklieden in het algemeen;
6. de betaling van de aanvullende vergoeding bij het brugpensioen zoals is overeengekomen in het kader van de sectoriele collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten op het niveau van dit paritair subcomité op basis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.
7. de financiering van maatregelen voor de risicogroepen.



Art. 7. Het fonds wordt opgericht voor onbepaalde tijd.

Deze statuten kunnen door elk van de in het paritair subcomité vertegenwoordigde afvaardigingen slechts worden opgezegd mits er bij ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité een opzeggingstermijn van tenminste acht maanden worden betekend.

## HOOFDSTUK II. *Toepassingsgebied*

Art. 8. Deze statuten zijn van toepassing op :

- a) op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;
- b) op de werklieden die tewerkgesteld zijn in de sub a) bedoelde ondernemingen;
- c) op de werklieden van de sector die het brugpensioen kunnen genieten, krachtens de sectorieel collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

## HOOFDSTUK III. *Wijzen van toekenning en uitkering*

Art. 9. Het bedrag van de aanvullende vergoeding bij het brugpensioen alsmede zijn maandelijks betaling, alsmede het bedrag en de wijzen van toekenning en uitkering van de jaarlijkse premie voor de arbeidsvrede, alsmede de datum van de betaling ervan, worden vastgesteld op voorstel van de raad van beheer van het fonds en bij beslissing van het paritair subcomité die algemeen verbindend is verklaard bij koninklijk besluit.

## HOOFDSTUK IV. *Beheer*

Art. 10. Het fonds wordt beheerd door een paritaire raad van beheer die bestaat uit vier leden die de beheerders zijn van dit fonds.

Twee leden worden aangeduid door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, benoemd op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, twee leden worden aangeduid door en onder de leden van het paritair subcomité die de werklieden vertegenwoordigen.

De leden van deze paritaire raad van beheer worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Vier plaatsvervangende beheerders worden onder in het vorige lid bepaalde voorwaarden aangewezen om te voorzien in de vervanging van gewone beheerders die verhinderd zijn.

Art. 11. De beheerders oefenen hun mandaat kosteloos uit. Het vervalt door ontslag, overlijden of wanneer het mandaat van het lid van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de verantwoordelijke organisatie. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief of plaatsvervangend lid van de paritaire raad van beheer zijn hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als deze waaronder zij aangeduid worden.

Art. 12. De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitoefening van hun mandaat en zij dragen, ten gevolge van hun beheer, geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid ten aanzien van de verbintenissen van het fonds.

Art. 13. De raad heeft de ruimst mogelijke bevoegdheden voor alles wat betrekking heeft op het beheer van het fonds : alleen de wijziging van deze statuten behoort niet tot zijn bevoegdheid.

De raad mag aan elke lastgever die hij kiest alle bevoegdheden overdragen.

Art. 14. Om de drie jaar wijst de raad van beheer in eigen midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan, die beurtelings uit de ene of de andere afvaardiging worden gekozen, zodat zij behoren tot de twee afvaardigingen.

Art. 15. De raad van beheer komt bijeen na tenminste veertien dagen op voorhand door de voorzitter schriftelijk te zijn opgeroepen.

De oproeping bevat de agenda.

De raad kan slechts geldig beraadslagen, indien elke groep vertegenwoordigd is.

De beslissingen worden met éénparigheid van stemmen door de aanwezige leden genomen.

#### HOOFDSTUK V. *Financiering*

Art. 16. De werkgeversbijdrage wordt uitgedrukt in de vorm van een percentage van de brutolonen van de werklieden, berekend zoals in de sociale zekerheid.

Het bedrag van de bijdrage wordt vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst door het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in het openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen en bedraagt 1,7 pct. van de onbegrensde brutolonen vanaf het eerste kwartaal 2016, ten einde, behalve de administratiekosten, de betaling te dekken van een jaarlijkse premie voor de arbeidsvrede ten gunste van de werklieden die krachtens dit statuut rechthebbende zijn, alsmede de aanvullende vergoeding van de werklieden uit de sector die kunnen genieten van brugpensioen en de toekenningsvoorwaarden vervullen waarin is voorzien in artikel 8, c), en de financiering van de maatregelen betreffende de risicogroepen.

Art. 17. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid int de bijdragen en vordert ze in, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK VI. *Begrotingen, rekeningen*

Art. 18. Het boekjaar gaat in op 1 januari en wordt afgesloten op 31 december.

Art. 19. De raad van beheer sluit elk jaar op 31 december de rekeningen af, maakt de balans op en maakt de begroting van het volgende boekjaar op.

De rekeningen en de balans van het afgelopen jaar, de begroting van het volgende boekjaar, alsmede het verslag van de raad van beheer en van de accountant, moeten uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

HOOFDSTUK VII. *Ontbinding, vereffening*

Art. 20. Na twee jaar toepassing van deze statuten, mag het paritair subcomité de ontbinding van het fonds uitvaardigen en een vereffenaar aanwijzen wiens emolumenten het paritair subcomité vaststelt, en beslissen over de bestemming van het patrimonium.

Art. 21. Nadat het eventuele passief is aangezuiverd, mag het creditsaldo na de ontbinding slechts worden aangewend overeenkomstig het doel waarvoor het ontbonden fonds werd opgericht.

HOOFDSTUK VIII. *Inwerkingtreding*

Art. 22. Deze statuten treden in werking op 1 januari 2016.